



*1984 et les présents de l'univers informationnel*  
Centre de Création Industrielle  
Centre Georges Pompidou, 1985.

## Les racines économiques de la barbarie électronique

Julien Delarue, Économiste

On assiste aujourd'hui à un processus d'informatisation à marche forcée de l'ensemble de la société ; d'où l'intérêt de chercher à identifier les racines économiques de ce processus et de dégager les éléments d'une critique qui ne soit pas seulement morale.

### Régulation

Pour l'école de la régulation, la phase de croissance qui suivit la guerre a été rendue possible par une combinaison de dispositifs institutionnels, technologiques et sociaux assurant un fonctionnement harmonieux et une reproduction sans heurts du capitalisme. Deux règles d'or, conditions d'une telle harmonie, ont été respectées.

Le pouvoir d'achat des salariés a régulièrement augmenté, assurant ainsi les nécessaires débouchés, tandis que cette augmentation était compensée par des gains équivalents de productivité. Ces progrès de la productivité étaient eux-mêmes obtenus au prix d'investissements massifs, caractéristiques d'un « régime d'accumulation intensive ». Cependant, et c'est la seconde règle d'or, l'augmentation du capital par tête est restée du même ordre de grandeur que celle de la productivité.

Le respect de ce double équilibre a permis au système capitaliste de surmonter ses contradictions, telles que les décrit l'analyse marxiste : le taux de plus-value et la composition organique du capital restant à peu près constants, la tendance à la baisse du taux de profit ne s'est pas manifestée durant toute cette période. Et puisque, par ailleurs, la proportionnalité entre production et répartition était assurée par la croissance du pouvoir d'achat, le capitalisme pouvait fonctionner sans crises : le taux de profit était garanti, et les débouchés assurés.

Cette présentation insiste sur le rôle central joué par la « norme de consommation » : c'est la part croissante prise par les biens produits industriellement dans la consommation qui a sous-tendu la croissance d'après-guerre. Automobile et électroménager ont en effet cette double vertu de pouvoir être vendus aux salariés et d'être produits par ces derniers dans des conditions permettant l'obtention régulière de gains de productivité. Autrement dit, ce type de croissance ne pouvait être porté par n'importe quelle forme de consommation.

### Crise

Et voici que naît la crise avec l'épuisement simultané de ce double mécanisme : le marché se sature peu à peu, et les réserves de productivité s'amenuisent. C'est dire que le capitalisme ne peut fonctionner dans n'importe quel cas de figure.

De cette analyse découle assez logiquement l'idée que, pour restaurer les règles d'or énoncées ci-dessus, une double transformation doit être mise en œuvre portant sur les conditions de production et sur les normes de consommation.

### Sortie électronique

Cette condition désigne tout naturellement la filière électronique comme le lieu de constitution d'une nouvelle régulation. L'électronique et ses applications modifient en effet la façon de produire dans un très grand nombre de secteurs ne se limitant d'ailleurs pas à l'industrie mais débordant dans le vaste monde du tertiaire. En face, les normes de consommation peuvent être susceptibles de transformations, soit en suscitant l'émergence de nouveaux produits comme l'informatique domestique, soit en s'intégrant dans les produits anciens.

Cette mutation symétrique ouvrirait alors une issue à la crise qui n'aurait donc été qu'un moment, celui de la destruction créatrice, dans notre irrésistible marche vers le progrès.

Sur cette prétendue voie royale, existent pourtant de nombreux obstacles qui ne sont souvent que le revers de la médaille de l'expansion. Ainsi l'inflation, pièce maîtresse de la régulation d'après-guerre, se rappelle-t-elle à notre bon souvenir sous forme d'une formidable accumulation de dettes qui verrouillent la reprise. Il faut en effet résorber cet endettement avant d'investir dans les nouveaux procédés. Il se trouve ensuite que ces derniers, dans un premier temps qui a tendance à durer, produisent des millions de chômeurs. Enfin, c'est dans un climat d'instabilité chronique du système monétaire international que ces mutations sont mises en œuvre. Pour toutes ces raisons, il n'est pas absurde de penser que la phase de récession nécessaire pour mettre en place les conditions d'une nouvelle expansion sera aussi longue que la phase d'expansion précédente elle-même. En tout cas, force est de constater qu'il n'existe pas au sein du système lui-même de mécanisme spontané assurant la réalisation rapide des

fameuses mutations ; et c'est pourquoi la pente « naturelle » du capitalisme conduit à réutiliser les bonnes vieilles recettes. Elles consistent à déconstruire systématiquement ce que l'on a appelé « rapport salarial » des années d'expansion : le terme générique de « flexibilité » – des salaires, de l'emploi et de la protection sociale – désigne cette nécessité de remettre les compteurs à zéro.

### Néo-fordisme

Tout ce qui vient d'être rappelé permet de comprendre pourquoi on a pu envisager l'émergence d'un « néo-fordisme » et pourquoi on doit aujourd'hui constater qu'il n'a pas vu le jour. Déjà dans son livre sur la régulation<sup>1</sup>, M. Aglietta esquissait une telle perspective reprise par J. Attali ensuite. L'idée était simple : c'est la « marchandisation » de la santé et de l'éducation qui va sous-tendre une nouvelle période de croissance : *La société postindustrielle sera probablement hyper-industrielle. Mais la production y est orientée vers de nouveaux secteurs, substitués aux services collectifs producteurs de demande, à l'école, à l'hôpital. Elle s'appuie sur un nouveau réseau, technologique et social, produisant une demande pour ces objets marchands*<sup>2</sup>. Or cette production de la demande n'est pas intervenue – en tout cas pas en temps voulu – même si elle pouvait être imaginée dans l'abstrait. De cette absence, Boyer et Mistral dressent un constat fort pertinent : *On n'a pas vu pour l'instant l'amorce d'une recomposition significative des dépenses des ménages, ne serait-ce que parce que la pénétration des nouveaux*

*produits tarde à bouleverser les aspects collectifs de la reproduction de la force de travail (santé, éducation) et plus encore à dessiner une nouvelle forme d'organisation spatiale des activités. En outre, la généralisation des politiques d'austérité salariales – dictées par les contraintes de courte période – limite ces mutations à de simples substitutions au sein d'une consommation globale très faiblement croissante*<sup>3</sup>.

On voit clairement ici pourquoi les mutations techniques ne peuvent en elles-mêmes constituer une modalité de sortie de crise : la contradiction – que l'on ne peut imaginer surmontée à court terme – est qu'il faudrait en même temps écraser la consommation (pour rétablir le profit et donc l'incitation à accumuler) et en révolutionner les formes (pour créer de nouveaux débouchés).

Mais, surtout, il apparaît que ces transformations ne sont pas suffisamment mûres ou qu'en tout cas, elles ne portent que sur une masse de valeur relativement faible : un magnétoscope vaut environ dix fois moins cher qu'une automobile, et ce prix relatif est appelé à baisser dans les années à venir. Les débouchés ainsi constitués ne représentent pas à horizon prévisible un volume suffisant pour venir tirer l'ensemble de la machine économique.

### Renversement

Nous voici alors au cœur du sujet. Il faut ici faire une pause, et prendre la mesure du raisonnement suivi par les tenants d'une issue néo-fordiste à la crise. Par exemple : *Ce diagnostic invite d'abord la politique économique à maintenir une certaine*

---

<sup>1</sup> M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris : Calmann-Lévy, 1976.

<sup>2</sup> J. Attali, *La nouvelle économie française*, Paris : Flammarion, 1978.

---

<sup>3</sup> R. Boyer, J. Mistral, « Le temps présent : la crise », Paris : *Les Annales*, novembre 1983.

*progression de la consommation, pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel<sup>4</sup>. Ou encore : Nous pensons que la ligne directrice pour la rénovation de l'industrie française est la transformation des modes de consommation. Les techniques les plus avancées n'auront de chances sérieuses de développement que si elles trouvent leurs débouchés dans la production des objets industriels polyvalents dont la combinaison sera stimulée par l'invention de nouveaux usages. C'est pourquoi investir dans la consommation, c'est-à-dire réunir les conditions culturelles permettant cette invention est le principe essentiel qui relie l'enrichissement de la démocratie et la reprise de l'investissement<sup>5</sup>.*

Le renversement qui apparaît dans ces diverses déclarations-programmes est limpide : ce n'est pas la production qui doit s'orienter en fonction des besoins, c'est très précisément le contraire. En exergue à un supplément publicitaire, un texte de *L'Expansion* met les pieds dans le plat : *Alors que tout le monde vous parle d'ordinateur personnel, que l'on prédit sa diffusion dans tous nos foyers, il est encore bien difficile de dire aujourd'hui les services qu'il pourra rendre.* Loin de surmonter sa crise, le capitalisme serait plutôt en train de s'emballer, entraîné par sa logique interne vers une production de pures valeurs d'échange qui arrivent sur le marché avant que l'on en puisse dire l'usage !

---

<sup>4</sup> M. Aglietta, R. Boyer, *Une industrie compétitive en France et dans le monde*. Journées de politique industrielle 15-16 nov. 1982, Paris : La Documentation Française, 1983.

<sup>5</sup> M. Aglietta, A. Brender, *Les métamorphoses de la société salariale*, Paris : Calmann-Lévy, 1984.

## Besoins

Faut-il alors se lancer dans une critique de la révolution informatique au nom des besoins authentiques qu'elle ignore? Devant l'ampleur des bouleversements en cause, on peut être tenté de rechercher un tel ancrage. Certains pensent y trouver les raisons d'un retour à la morale pure : la science pouvant tout, le recours à un critère moral est le seul principe permettant à l'humanité de maîtriser le « choc du futur » : *Il convient de promouvoir uniquement les possibles techno-scientifiques qui ne risquent pas d'altérer gravement et irréversiblement, voire de supprimer la capacité éthique de l'humanité.*

Cette approche ne permet pas cependant de comprendre les mécanismes de sélection réellement existants ni de dépasser une opposition vaine entre les apôtres de la modernité et ceux qui en refusent en bloc les implications.

Une critique matérialiste est plus efficace dans la mesure où elle met l'accent sur cette règle décisive, qui se situe en amont : d'un point de vue capitaliste, tout besoin n'est pas bon à satisfaire. Il faut non seulement qu'il soit porté par une demande solvable, mais encore qu'il puisse donner lieu à une production rentable de marchandises.

Considérons par exemple les besoins de l'enfant. On peut en dresser une liste abstraite, où figurent notamment le besoin d'espace – pour courir, sauter, jouer – ainsi qu'un besoin que l'on peut qualifier d'expérimentation. Ces besoins ne sont pas parmi les plus élémentaires : on peut vivre dans très peu d'espace, on peut aussi se passer de jeux et d'activités manuelles – on s'y habitue d'ailleurs en grandissant –

---

<sup>6</sup> G. Hottos, *Le signe et la technique*, Paris : Aubier, 1984.

simplement, on vivra moins bien et un certain nombre de potentialités physiques et intellectuelles resteront peu développées.

La bonne question n'est donc pas tant de classer les besoins par ordre d'importance mais de se demander ce qui détermine leur degré de satisfaction relative. L'espace étant non reproductible, et son appropriation privée permettant de détourner d'importants flux de revenus, son offre est donc limitée. Les jeux électroniques, au contraire, répondent parfaitement aux canons capitalistes et leur offre sera donc surabondante. D'une certaine manière, d'ailleurs, ils fonctionnent comme substituts au manque d'espace en occupant les enfants des villes : la boucle est bouclée. On peut certes proclamer que le besoin d'espace est sain, naturel, essentiel et vrai, tandis que le besoin de jeux électroniques est fabriqué, inauthentique, néfaste et faux. C'est sans doute le cas, mais là n'est pas la question. Ce qui est en cause ici ne relève pas immédiatement d'une telle appréciation subjective ; le fait essentiel est le suivant : dans la logique d'une société marchande capitaliste, le besoin d'espace a une chance très faible d'être pris en considération parce que, même s'il correspond vraisemblablement à une demande très forte, celle-ci ne peut s'exprimer dans des formes recevables. La limite séparant les besoins conformes à la norme de rentabilité et les autres est certes mobile, et c'est d'ailleurs sur son déplacement que tablaient les tenants du néo-fordisme. Mais sa loi d'évolution n'est pas maîtrisée socialement : elle est réglée par les exigences de l'accumulation privée.

### Liberté (du consommateur)

La souveraineté du consommateur est dans ces conditions réduite à peu de choses : il est possible – dans une certaine mesure – de ne pas acheter, mais même cette forme négative de liberté est remise en cause par la socialisation d'un certain nombre de dépenses. Ainsi, la mise en place d'un vaste programme de réseaux câblés ne peut se réclamer d'aucun signe positif émis par les consommateurs souverains sur un marché qui, ici, n'existe pas. Et quand un tel marché existe, le consommateur en est réduit à s'asseoir et à regarder la pièce qui se joue ; les coulisses lui sont interdites : il n'a aucune prise sur l'orientation des innovations et de l'investissement. Peut-être après tout, une association de libres producteurs déciderait-elle que l'informatique domestique est la priorité numéro 1 pour l'humanité. Se référer à cette société idéale ne peut fonder une critique efficace. Mais ce qui saute aux yeux aujourd'hui, c'est qu'un programme alternatif – par exemple : on rase les H.L.M. et on construit des villes vivables – n'a, par sa nature, à peu près aucune chance d'être pris en considération. C'est cette exigence préalable, venant filtrer tous les choix sociaux, qui doit constituer la cible d'une critique matérialiste de l'économie capitaliste. Ce n'est qu'à un niveau plus concret que l'on peut, sur la base de toute une série de faits d'expérience, évaluer l'ampleur et l'urgence relative des besoins oubliés de la modernisation.

### Crise (du capitalisme)

C'est bien l'ampleur de la crise actuelle qui nous presse d'aller à l'essentiel en réactivant cette problématique des besoins. La saturation absolue des besoins pourrait en effet constituer une base rationnelle à cette crise. Mais il n'en est évidemment

rien ; la crise est capitaliste en ce sens précis qu'elle provient de la raréfaction des occasions de produire de manière conforme à la logique capitaliste. Jamais plus qu'aujourd'hui n'est apparue ce que Marx appelait la « base étriquée » du capitalisme. Le fossé s'élargit entre le petit torrent des nouvelles consommations que ce mode de production consent à satisfaire, et l'océan des besoins criants qu'il laisse de côté alors que, précisément, les mutations technologiques sont effectivement porteuses d'énormes potentialités. Ce « déni de production » est en soi un acte de barbarie que les rapports sociaux viennent obscurcir ; pourtant, on tue aussi sûrement les habitants du Nordeste brésilien en relevant les taux d'intérêt qu'en y lâchant des bombes.

Cependant, au bout du compte, le capitalisme doit bien réussir à écouler des masses énormes de marchandises produites avec une intervention de plus en plus faible du travail humain ; il doit donc modeler les aspirations des gens en fonction de son catalogue : n'est-ce pas déjà un peu 1984 ?

### Vers la barbarie

Mais si cette analyse est cohérente, un pas supplémentaire doit être franchi. Beaucoup d'analystes de la révolution informatique s'en tiennent à une méthode des scénarios décrivant les différents « états du monde » et suggérant implicitement que ces différents avenir sont équiprobables. Le procédé consistant à dire que le futur sera en pratique une combinaison de ces diverses possibilités est une pirouette. La vraie question subsiste, qui est de savoir ce qui va faire pencher la balance. Les réponses normandes – l'avenir sera convivial, à moins que ce ne soit un fascisme technologique – ne suffisent pas : face à une telle interrogation, la

responsabilité de l'intellectuel est engagée : ne pas avancer de réponse, c'est collaborer à l'aliénation technicienne, en renvoyant le choix à une instance extérieure à l'activité humaine, en recourant à une théorie météorologique de l'innovation sociale qui refuse aux hommes la possibilité d'intervenir comme sujets.

Or la réalité en cours est relativement transparente, et on l'exprimera ici de façon volontairement abrupte : dans la mesure où elles s'inscrivent dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, les mutations techniques actuelles débouchent sur la mise en place d'une « barbarie électronique ».

Ce pronostic n'est pas un jugement moral, mais s'appuie sur les éléments d'analyse exposés ici. Cette évolution tendancielle est illustrée par les conclusions d'un jeune technocrate : *Indispensable à l'augmentation des effectifs employés, le développement de cette nouvelle offre devra être favorisé par l'existence et le maintien à un niveau élevé d'une demande des ménages de ces produits [...] Ce résultat peut être obtenu de façon « spontanée » par les procédés classiques du marketing et de la publicité. Mais il est possible d'envisager, et c'est ce que semblent sous-entendre les projets de certains pays, une orientation plus volontariste d'origine administrative*<sup>7</sup>. Ce texte permet de compléter l'esquisse de 1984 que nous sommes appelés à vivre.

D'un côté, l'autonomisation croissante de la sphère de la production tend vers une limite qui est l'offre de valeurs sans usage et dont certaines marchandises informationnelles peuvent fournir un exemple actuel : à la régulation

---

<sup>7</sup> F. Saint-Geours, *Informatique et macro-économie : une première approche*. Annexe au rapport Nora-Minc, Paris : La Documentation Française, 1978.

monopoliste devra donc succéder une « régulation électronique » adaptant la demande, par exemple par une *orientation plus volontariste d'origine administrative*.

D'un autre côté, les énormes gains de productivité dégagés ne peuvent déboucher dans un cadre capitaliste que sur un processus d'exclusion aveugle en dehors de la sphère du travail. La seconde tâche de la « révolution électronique » serait alors d'organiser le *containment* des exclus.

Cette barbarie électronique est ce qui se met lentement en place dans la phase de récession longue que nous vivons aujourd'hui : c'est la façon capitaliste de « sortir de la crise ». Ce processus n'est donc pas une malédiction que seule la référence à une éthique permettrait de surmonter : il est au contraire entièrement déterminé par les critères capitalistes d'organisation de la production qui en constituent les racines économiques. Il existe donc une alternative à cette barbarie : radicale.